

Dossier N° : 19705693
Démarche : Demande de dérogation à la protection des espèces :
RANACULTURE - campagne 2025
Organisme : DREAL Bourgogne-Franche-Comté
Ce dossier est **en** instruction.

Historique

Déposé le : 02 septembre 24 22:16
En instruction le : 02 décembre 24 00:00

Identité du demandeur

Email : julery.michael@orange.fr
Civilité : M.
Nom : Michael
Prénom : JULERY

Formulaire

Notice d'aide au remplissage

Consultez ce document pour vous aider à compléter la demande au fur et à mesure.

1. Nature de la demande

Vocation de la demande

Commerciale

Type de demande

- renouvellement à l'identique

ATTENTION

Le choix "renouvellement à l'identique" est réservé uniquement aux demandeurs :

- ayant déjà déposé un dossier sur Démarches-Simplifiées ,
- et dont l'arrêté préfectoral à renouveler n'appelle strictement aucune modification (coordonnées, listes des participants, site de pêche, quota attribué).

Si vous avez déjà reçu un message de la plateforme Démarches-simplifiées indiquant la suppression de votre précédent dossier, conformément au Règlement général de la protection des données, celui-ci n'est donc plus disponible sur la plateforme. Vous devez faire une demande de renouvellement avec modifications

Numéro de votre précédent dossier Démarches-Simplifiées

6017541

2. Demandeur

Le demandeur est une personne morale (entreprise)

Oui

SIRET du demandeur

SIRET : 84430984900017

SIRET du siège social : 84430984900017

Dénomination : JULERY MICHAEL

Forme juridique : Entrepreneur individuel

Libellé NAF : Aquaculture en eau douce

Code NAF : 03.22Z

Date de création : 1 mars 2018

État administratif : en activité

Effectif (ISPF) :

Code effectif :

Adresse :

JULERY MICHAEL

16 CHEMIN DE COMBRESSAND

25560 FRASNE
FRANCE

Raison sociale du demandeur

JULERY Michael

Groupement de personnes

Oui

Numéro Répertoire national des associations (RNA)

Non communiqué

Nom du demandeur

JULERY

Prénom du demandeur

Michael

3. Historique de prélèvement

Historique

Registres de pêche sur les 3 dernières années .

En cas d'absence de pêche sur une ou plusieurs campagnes ou de première demande (si historique non connu), indiquer 0.

Année 2024

Nombre de grenouilles capturées (campagne 2024)

2 192

Nombre de grenouilles relâchées (campagne 2024)

157

Nombre de grenouilles utilisées de façon non commerciale (campagne 2024)

1 034

Nombre de grenouilles mortes (ni vendues ni relâchées) (campagne 2024)

1

Nombre de grenouilles commercialisées (campagne 2024)

1 000

Année 2023

Nombre de grenouilles capturées (campagne 2023)

2 105

Nombre de grenouilles relâchées (campagne 2023)

553

Nombre de grenouilles utilisées de façon non commerciale (campagne 2023)

680

Nombre de grenouilles mortes (ni vendues ni relâchées) (campagne 2023)

2

Nombre de grenouilles commercialisées (campagne 2023)

870

Année 2022

Nombre de grenouilles capturées (campagne 2022)

3 483

Nombre de grenouilles relâchées (campagne 2022)

346

Nombre de grenouilles utilisées de façon non commerciale (campagne 2022)

650

Nombre de grenouilles mortes (ni vendues ni relâchées) (campagne 2022)

7

Nombre de grenouilles commercialisées (campagne 2022)

2 480

4. Elevage des têtards et des petites grenouilles

Localisation de l'élevage des têtards et petites grenouilles

plan d'eau de capture

Précisions

Non communiqué

5. Informations complémentaires

Remarques

Non communiqué

6. Engagement

Engagement pour le renouvellement à l'identique

Oui

Engagement

Oui

Annotations privées

quota attribué

Non communiqué

Remarques

Non communiqué

carte

Messagerie

Email automatique, 02 septembre 24 22:16

[Votre dossier demarches-simplifiees.fr n°19705693 a bien été reçu]M. Michael, La DREAL Bourgogne-Franche-Comté vous confirme la bonne réception de votre dossier n° 19705693. À tout moment, vous pouvez consulter votre dossier et les éventuels messages de l'administration à cette adresse : <https://www.demarches-simplifiees.fr/dossiers/19705693> Un e-mail vous sera transmis au moment de la prise en charge de ce dernier par un instructeur.

Nous vous prions d'agréer, M. Michael, l'expression de nos salutations distinguées.

DREAL Bourgogne-Franche-Comté Service BEP5 voie Gisèle Halimi BP 31269 25005 BESANCON CEDEX

Email automatique, 09 septembre 24 14:55

[Votre dossier demarches-simplifiees.fr n° 19705693 va être instruit] M. Michael,

Nous accusons réception de votre dossier n° 19705693. Celui-ci sera instruit dans le délai légal déclaré par votre interlocuteur. Nous vous précisons que votre dossier présente toutes les pièces nécessaires pour un début d'instruction. Conformément à l'article R. 411-6 du Code de l'environnement, l'administration dispose d'un délai de quatre (4) mois pour déterminer si votre demande peut ou non faire l'objet d'une autorisation assortie d'éventuelles conditions de mise en œuvre. Au cours de ce délai et conformément à l'article L. 114-5 du Code des relations entre le public et l'administration, il peut vous être demandé des compléments. En outre, le silence gardé par l'administration sur votre demande de dérogation au terme de ce délai de 4 mois emporte décision implicite de rejet. En cas de décision implicite de rejet, celle-ci sera alors susceptible soit d'un recours gracieux auprès de l'autorité administrative, auteur de la décision, ou de son autorité hiérarchique, conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre public et l'administration, soit d'un recours contentieux, conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative, devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de la date à laquelle est née cette décision :

par l'intéressé, dans un délai de deux mois.

par les tiers, dans un délai de 2 mois. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Nous vous rappelons en outre qu'il vous est interdit de débiter l'opération avant la fin de la procédure d'instruction et sans disposer de la dérogation requise. Le non-respect de ces dispositions vous rendrait passible des sanctions administratives et pénales prévues aux articles L. 171-7 et L. 415-3 du Code de l'environnement. Nous vous prions d'agréer, M. Michael, l'expression de nos salutations distinguées.

DREAL Bourgogne-Franche-Comté 5 voie Gisèle Halimi BP 31269 25005 BESANCON
CEDEX

Email automatique, 02 décembre 24 00:00

[Votre dossier demarches-simplifiees.fr n° 19705693 va être instruit] M. Michael,

Nous accusons réception de votre dossier n° 19705693. Celui-ci sera instruit dans le délai légal déclaré par votre interlocuteur. Nous vous précisons que votre dossier présente toutes les pièces nécessaires pour un début d'instruction. Conformément à l'article R. 411-6 du Code de l'environnement, l'administration dispose d'un délai de quatre (4) mois pour déterminer si votre demande peut ou non faire l'objet d'une autorisation assortie d'éventuelles conditions de mise en œuvre. Au cours de ce délai et conformément à l'article L. 114-5 du Code des relations entre le public et l'administration, il peut vous être demandé des compléments. En outre, le silence gardé par l'administration sur votre demande de dérogation au terme de ce délai de 4 mois emporte décision implicite de rejet. En cas de décision implicite de rejet, celle-ci sera alors susceptible soit d'un recours gracieux auprès de l'autorité administrative, auteur de la décision, ou de son autorité hiérarchique, conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre public et l'administration, soit d'un recours contentieux, conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative, devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de la date à laquelle est née cette décision :

par l'intéressé, dans un délai de deux mois.

par les tiers, dans un délai de 2 mois. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Nous vous rappelons en outre qu'il vous est interdit de débiter l'opération avant la fin de la procédure d'instruction et sans disposer de la dérogation requise. Le non-respect de ces dispositions vous rendrait passible des sanctions administratives et pénales prévues aux articles L. 171-7 et L. 415-3 du Code de l'environnement. Nous vous prions d'agréer, M. Michael, l'expression de nos salutations distinguées.

DREAL Bourgogne-Franche-Comté 5 voie Gisèle Halimi BP 31269 25005 BESANCON
CEDEX